



Guide Éthique pour une conduite intègre des activités

**La traduction
de nos principes en actes**

Programme de conformité
anticorruption



INTEGRITY

“ *Recordati s’est fermement **engagé** à conduire ses activités de façon juste, honnête et éthique dans le monde entier, dans le respect des lois et des réglementations quel que soit l’endroit où le Groupe opère.*

*Recordati a adopté une **tolérance zéro** envers la corruption, sous toutes ses formes et à tous les niveaux: c’est un grave fléau économique, social et moral qui doit être éradiqué.*

*La conduite intègre des affaires apporte des bénéfices variés – tels que l’amélioration de l’image et de la **réputation**, la mise en valeur de l’offre sur le marché et le renforcement du lien de **confiance** avec les partenaires commerciaux.* ”

Giovanni Recordati
Président et PDG du groupe Recordati

Sommaire

SOMMAIRE

1. Pourquoi créer un programme de conformité?	4
2. Gouvernance anticorruption	6
2.1 Suivi des obligations réglementaires et de conformité	7
2.2 Identification et évaluation des risques	7
2.3 Mise en œuvre d’audits préalables	7
2.4 Politiques et procédures: de leur conception à leur mise à jour	8
2.5 Gestion des canaux de signalement	8
2.6 Audit de conformité	8
2.7 Rapports de direction	9
2.8 Formation, éducation et prise de conscience	9
2.9 Application de mesures disciplinaires	9
3. Des doutes?	10
4. Attention à...	10
4.1 Les bons réflexes pour une conduite intègre des activités	11
5. Des doutes?	17
6. Annexes	18
6.1 Qu’est-ce-que ça signifie?	18

En cas de doute, n’hésitez pas à contacter les responsables délégués!

1.

Pourquoi créer un programme de conformité?

Recordati est un groupe pharmaceutique international se consacrant à la mise à disposition, à la découverte et au développement de médicaments novateurs qui, grâce à leur valeur ajoutée, améliorent la qualité de vie de nombreux patients en la rendant plus longue et plus active et en les aidant à rester en meilleure santé. En raison de sa présence mondiale, le groupe **Recordati** opère dans différents contextes économiques, institutionnels, politiques, sociaux et culturels et a la responsabilité d'agir en conformité avec les lois, règles et règlements dans tous les pays où il est implanté. La tendance de la majorité des pays à adopter des lois et des règlements toujours plus rigoureux se concentrant sur la lutte contre la **corruption**, est dictée par la prise de conscience que les actes de corruption, en s'attaquant à l'intégrité, minent les bases mêmes des organisations et conduisent dans le même temps à une stagnation des revenus, à un accroissement des risques légaux, à des atteintes à la réputation et à des coûts financiers importants notamment en raison des amendes. Nous devons tous nous rappeler que tous les pays interdisent la **corruption**, que **Recordati** définit comme **le fait d'offrir, de promettre, de donner, de payer ou d'autoriser une personne à donner ou à payer, directement ou indirectement, des avantages matériels, financiers ou autres à un agent ou un intervenant¹ public ou à un employé du secteur privé pour que ces derniers**

¹ Un agent ou intervenant public est défini comme toute personne assurant une charge législative, administrative ou judiciaire d'un pays, qu'il soit nommé ou élu; toute personne exerçant une fonction publique pour un pays, y compris pour une agence publique ou une entreprise publique; et tout officiel ou agent d'une organisation publique internationale.

ne réalisent pas correctement une fonction de nature publique ou une activité professionnelle, ou pour inciter une action ou une omission officielle diligentée par un agent ou un intervenant public, ou pour inciter à une décision violant la législation.

Recordati interdit aussi bien les paiements directs qu'indirects – y compris les paiements à toute personne consciente que le paiement est destiné à être partagé avec un agent ou un intervenant public ou avec un employé du secteur privé – ainsi que les offres ou promesses de payer ou de donner une chose de valeur à un agent ou un intervenant public ou à un employé du secteur privé à des fins de corruption. Toute violation des lois réglementant les conduites anticorruption par des individus liés à une entreprise, peut causer des dommages et mettre en danger cette dernière. De plus, l'exercice du pouvoir de corruption peut entraîner, parmi toutes les conséquences négatives possibles : l'application de sanctions administratives, retrait d'autorisations, exclusion de l'entreprise des marchés publics, interdictions d'accès à des équipements, des installations, des financements), la dissolution, la suspension temporaire ou permanente des activités, ainsi que la fermeture d'installations. Le "programme de conformité anticorruption" **Recordati** s'applique mondialement et édicte des règles spécifiques pour empêcher, détecter et gérer les risques de corruption à l'intérieur de la sphère d'influence du groupe. Ce programme complète le Code d'éthique **Recordati**². Tous les directeurs, membres de comités d'entreprises du

groupe, employés, personnes et entités travaillant sous contrat ou comme consultants, ainsi que les partenaires commerciaux, doivent être honnêtes, transparents, loyaux et professionnels dans leur façon de conduire les affaires et doivent respecter strictement les lois et les réglementations en vigueur.

Recordati croit fermement que le fait d'agir en suivant les principes détaillés dans le présent programme ainsi que les lois et les réglementations, empêchera les cas de corruption et contribuera à garantir une conduite des activités éthique et responsable. •

² Les employés ainsi que les collaborateurs externes et tout tiers ayant une relation d'affaire avec le groupe Recordati doivent signer des clauses contractuelles spécifiques qui réglementent le respect et l'acceptation des principes anticorruption et les autres dispositions contenues dans le Code éthique..

2. Gouvernance Anticorruption

2.

Pour faciliter la conformité avec les lois, règles et réglementations anticorruption, **Recordati** s'engage à :

- *Identifier la structure organisationnelle*
- *Définir les rôles et les responsabilités*
- *Promouvoir la prise de connaissance du Programme de conformité anticorruption.*

Les directeurs généraux des filiales sont responsables de la gouvernance anticorruption au niveau du pays. Les directeurs de division sont responsables de la gouvernance anticorruption au niveau des services de l'entreprise.

La gouvernance anticorruption chez **Recordati** est composée des secteurs suivants :

1. *Monitoring des obligations réglementaires et de conformité*
2. *Identification et évaluation des risques*
3. *Audit préalable*
4. *Politiques et procédures de conception et de mise à jour*
5. *Canaux de signalement*
6. *Audit de conformité*
7. *Rapports de direction*
8. *Formation, éducation et prise de conscience*
9. *Mesures disciplinaires.*

La lutte contre la corruption doit être notre responsabilité collective, tandis que l'organe spécifique chargé de superviser la gouvernance anticorruption est le Département d'audit interne du Groupe **Recordati**.

2.1 Suivi des obligations réglementaires et de conformité

Les directeurs généraux de filiales et les directeurs de division, soutenus par le Département d'audit interne du Groupe **Recordati**, le cas échéant, sont en charge du suivi continu des obligations anticorruptions en vigueur.

Cette phase est essentielle pour avoir un cadre des lois anticorruption en vigueur clair et actuel, de façon à ce que nos activités et le Programme de conformité anticorruption :

- soient en phase avec les lois, règles et réglementations locales en vigueur;
- atteignent ou dépassent les standards industriels locaux.

En cas de modification dans la législation locale, dans les conditions du marché ou dans les orientations industrielles, les nouvelles dispositions doivent être communiquées au Département d'audit interne du Groupe **Recordati** et la gouvernance anticorruption sera revue pour évaluer sa conformité et son efficacité.

Si un décalage est mis en évidence par les analyses des écarts effectuées régulièrement, des mesures correctives seront adoptées.

2.2 Identification et évaluation des risques

Les directeurs généraux de filiales et les directeurs de division, soutenus par le Département d'audit interne du Groupe **Recordati**, sont en charge de l'identification et de l'évaluation des risques.

Dans ce domaine, les activités visent à identifier et à établir des priorités concernant les secteurs du groupe qui sont les plus exposés aux risques de corruption, compte tenu du

contexte local, des tendances du secteur et des tiers impliqués. Les activités d'identification et d'évaluation des risques sont effectuées régulièrement en conformité avec les meilleures pratiques internationales et en prenant en compte :

- Les risques liés au pays (ex: perspectives politiques et sociales, tendances du secteur);
- Les risques liés aux transactions (ex: degré d'implication du gouvernement dans les transactions);
- Risques liés aux opportunités commerciales (ex: importance de la valeur de la transaction, degré d'implication d'intermédiaires, niveau de clarté des objectifs des partenaires commerciaux, existence de pratiques commerciales non standardisées);
- Importance du dossier (ex: montant du chiffre d'affaire, biens investis dans l'affaire);
- Risques liés au partenariat (ex: degré et type d'intermédiaires, consortiums, coentreprises ou implication de personnes exposées) – *Pour plus de détails, voir le paragraphe "2.3 Mise en œuvre d'audits préalables".*

2.3 Mise en œuvre d'audits préalables

Les procédures et les activités de contrôle relatives à la sélection de tiers (sociétés et individus) en relations d'affaires avec **Recordati** ou pour le compte du groupe, suivent un processus spécifique d'audits préalables pour réduire les risques potentiels.

Pour évaluer que les partenaires les plus importants possèdent des qualités techniques et éthiques requises, **Recordati** peut mener des enquêtes directes et des recherches approfondies sur leurs antécédents, compétences et expériences professionnelles.

Les indicateurs de risque potentiel de corruption identifiés pendant le processus d'audit préalable sont soumis au Département d'audit interne / de conformité du Groupe **Recordati** pour examen ultérieur. Des activités ultérieures de contrôle peuvent être requises, à la discrétion de l'audit interne du Groupe **Recordati**, du Comité de gestion des risques ou du Département juridique, avant la formalisation de toute relation d'affaires. Des clauses contractuelles requérant la conformité avec les lois et réglementations anticorruption en vigueur et le présent Programme de conformité doivent être incluses dans tous les contrats impliquant des tiers. Toute modification des clauses contractuelles standard doit être approuvée auparavant par le Département juridique. Il sera demandé aux tiers d'affirmer leur connaissance et leur acceptation des lois et des réglementations anticorruption en vigueur. **Recordati** conserve le droit de mener des audits sur les tiers engagés contractuellement et de mettre fin à des relations d'affaires suite à des allégations ou à des faits avérés impliquant la violation de lois ou de réglementations anticorruption et le présent Programme de conformité.

2.4 Politiques et procédures: de leur conception à leur mise à jour

Les directeurs généraux de filiales et les directeurs de division sont responsables de la gestion du Programme et doivent s'assurer que les politiques et les procédures de lutte contre la corruption sont appliquées, respectées, efficacement conçues et mises à jour. Le suivi régulier du Programme ainsi que les documents mentionnés sont réalisés par le Département d'audit interne

du Groupe **Recordati** afin d'identifier et de corriger les écarts créés par de nouvelles exigences réglementaires, ou par l'absence de politiques et/ou procédures dans des secteurs à risque de corruption. Il est important que les documents mentionnés soient conformes aux exigences externes et aux meilleures pratiques en vigueur, et qu'ils soient également cohérents avec les procédures de l'entreprise.

2.5 Gestion des canaux de signalement

Recordati encourage le signalement des infractions, suspectées ou avérées, du présent Programme anticorruption, ou de tout autre problème lié, qui doivent être immédiatement rapportés à la direction ou à travers les canaux de signalement disponibles. Les personnes rapportant des suspicions d'infraction peuvent utiliser tout canal approprié selon les circonstances, en étayant leurs allégations avec le plus de preuves détaillées possibles. Le Département d'audit interne du Groupe **Recordati** ainsi que d'autres responsables délégués doivent remplir leur fonction en temps utile de façon à assurer un relevé, une vérification et une gestion correcte des infractions reportées. **Recordati** protège les données personnelles d'un collègue qui a, en toute bonne foi, signalé une infraction, et interdit les représailles contre cet individu.

2.6 Audit de conformité

Le Département d'audit interne du Groupe **Recordati** est chargé de mener régulièrement des activités d'audit, afin

de vérifier si les mesures visant à prévenir les risques de corruption sont conçues de façon adéquate et si elles fonctionnent correctement. De plus, ces audits visent à vérifier les signalements de non-conformité reçus. Le but final est de garantir que les lois anticorruption en vigueur et les dispositions contenues dans le présent document soient respectées et correctement appliquées au sein de **Recordati**.

2.7 Rapports de direction

Le Département d'audit interne du Groupe **Recordati** est chargé de rapporter les résultats des activités relatives au Programme de conformité anticorruption (ex: signalements, activités d'audit, réexamens périodiques et mises à jour des documents). Des rapports périodiques aussi bien au niveau local qu'à celui d'entreprise ont été mis en place. Le Département d'audit interne du Groupe **Recordati** rassemble tous les rapports et fournit des informations précises, ainsi que des propositions d'actions correctives aux parties intéressées. Une présentation complète des initiatives anticorruption de la société et des résultats atteints est nécessaire pour comprendre les succès de **Recordati** ainsi que toute faiblesse potentielle qui aurait besoin d'être corrigée.

2.8 Formation, éducation et prise de conscience

Recordati veut développer des programmes de formation, d'éducation et de prise de conscience se référant au

Programme de conformité anticorruption. Les programmes de formation, d'éducation et de prise de conscience sont nécessaires pour assurer la diffusion d'une culture de lutte contre la corruption et, en particulier, pour augmenter la compréhension et la connaissance des lois et des règlements anticorruption. **Recordati** développe un matériel, des initiatives et des activités visant à permettre à tous les participants (employés et tiers) d'identifier et de gérer les risques de corruption dans leur travail quotidien. Le matériel anticorruption doit être fourni de façon continue, à travers tous les canaux de communication disponibles, de façon conforme avec les politiques et procédures de la société. **Recordati** adaptera le matériel relatif à la formation, à l'éducation et à la prise de conscience, en fonction des risques particuliers associés à des sites ou secteurs spécifiques.

2.9 Application de mesures disciplinaires

Nous sommes tous appelés à respecter les principes contenus dans ce programme, en tout temps et en tout lieu. Quand des transgressions sont détectées, le Département juridique et celui des ressources humaines prendront des mesures rapides pour atténuer les effets de l'infraction, et pour sanctionner le contrevenant. La direction évaluera les sanctions sur la base des critères en vigueur, en accord avec les lois et avec la politique et les procédures de la société. •

3.

Des doutes?

À chaque fois que vous êtes sur le point d'agir, soyez judicieux...

3.

**AYEZ LES BONS REFLEXES
POUR UNE CONDUITE INTEGRE
DES ACTIVITES!**



En cas de doute, ou pour signaler des transgressions avérées ou suspectées, demandez conseil à votre responsable ou contactez le
**DEPT. D'AUDIT INTERNE
DU GROUPE RECORDATI**
(désignés "les responsables délégués")
par email:

Ethics-advice@recordati.com

ou par courrier:

Recordati S.p.A.

Corporate Internal Audit Department

Via Matteo Civitali, 1

20148 Milan (Italie)

4.

Attention à...

Quelques réflexes pour une conduite intégrée des activités

4.



4.1 Les bons réflexes pour une conduite intégrée des activités

Certains secteurs sensibles, particulièrement exposés au risque de corruption ont été identifiés, en conformité avec les activités de **Recordati** ainsi qu'avec les *Meilleures pratiques*³ internationales. Ces secteurs, qui seront régulièrement réévalués, ont été le point de départ pour développer les **13 réflexes** pour contrer efficacement la corruption.

Les **Réflexes #** contre la corruption listés ci-dessous visent à agir dans les secteurs sensibles suivants⁴:

1. Recherche et développement
2. Production
3. Interaction entre représentants et professionnels/services de santé
4. Activités de régulation pour de nouveaux produits
5. Transactions commerciales avec des administrations publiques
6. Collaborateurs externes
7. Échantillons médicaux
8. Événements
9. Cadeaux et matériel promotionnel
10. Bourses d'étude, sponsoring et contributions de bienfaisance
11. Transactions financières sensibles
12. Gestion des ressources humaines
13. Contributions politiques

Nous sommes tous appelés à opérer conformément à ces simples règles dans nos activités quotidiennes⁵. Nous devons nous conformer à l'esprit et à la lettre des lois qui régissent notre industrie, dans tous les aspects de notre travail au quotidien.

Réflexe #1: Attention aux... Activités liées au secteur Recherche et Développement

Pourquoi faire attention

Ce secteur est exposé à des risques de corruption potentiels parce que les essais cliniques et les études observationnelles impliquent de nombreuses interactions entre **Recordati** et les autorités publiques. **Recordati** signe des contrats avec des Organisations de recherche clinique par contrat (CROs: Clinical Research Organizations) pour interagir avec les responsables et les équipements de santé. Dans ce sens, les CROs agissent comme des agents pour le compte de **Recordati**, auprès de médecins étrangers, d'autorités publiques (ci-après AP) et auprès d'institutions médicales.

Principes directeurs

- **Recordati ne doit jamais commencer d'essais sans une enquête de audit préalable de tous les tiers agissant pour le compte de la société et de tous les tiers à qui la société versera des paiements pour des activités liées à des essais cliniques.**
- **Recordati demandera à tous les tiers de conclure un accord formel qui souligne clairement les engagements, les buts des services offerts et les obligations des tiers. L'accord devra, entre autres, exiger la pleine conformité avec les lois anticorruption et avec le Code éthique de Recordati.**

³ Les meilleures pratiques internationales trouvent leur origine dans:

- Le Pacte mondial des Nations Unies: une initiative de politique stratégique pour les entreprises qui s'engagent à aligner leurs opérations et stratégies sur 10 principes universellement acceptées dans les domaines des droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption;
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE): l'organisation promeut des politiques visant à améliorer le bien-être économique et social des populations du monde entier;
- Transparency International (TI): organisation internationale de la société civile se consacrant à la lutte contre la corruption. Elle est responsable du calcul des indices quantifiant les risques de corruption de chaque pays.

⁴ Voir l'annexe "Qu'est-ce-que ça signifie?" pour une meilleure compréhension des secteurs mentionnés ci-dessus.

⁵ D'autres secteurs peuvent être ajoutés, suite à l'évaluation des risques.

- **Recordati** auditera les transactions et les paiements d'essais cliniques pour déterminer s'ils sont en accord avec les termes contractuels et s'ils sont correctement enregistrés.
- **Recordati** ne doit jamais chercher à changer les décisions des autorités publiques relatives aux autorisations d'activités de R&D en offrant ou en promettant de l'argent et/ou des cadeaux ou des avantages complémentaires.

Réflexe ⚡ #2: Attention aux... Activités liées à la production

Pourquoi faire attention

Ce secteur est potentiellement exposé à la corruption parce que la production de substances actives (APIs), de produits intermédiaires et de médicaments est soumise à la délivrance d'autorisations par plusieurs autorités publiques. Les autorités compétentes vérifient, à travers des inspections, que les processus de production, les matières premières et le conditionnement sont en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur. Les certifications et autorisations remises par les autorités publiques sont une condition sine qua non pour la production des produits **Recordati**.

Principes directeurs

- **Recordati** ne doit jamais influencer l'indépendance de jugement des autorités publiques par le biais d'offres directes ou indirectes de cadeaux et d'avantages à des agents ou des intervenants publics, dans le but d'obtenir ou de maintenir des autorisations / certifications / licences, etc.
- **Recordati** ne doit jamais consentir aux demandes de dessous de table de la part d'autorités publiques.
- **Recordati** nne doit jamais proposer de faveurs aux autorités publiques dans le but d'obtenir des avantages.

- **Recordati** a mis en place des procédures opérationnelles standard (POS) qui garantissent des standards de qualité très élevés pour les processus de production.

Réflexe ⚡ #3: Attention aux... Interactions entre représentants et professionnels/services de santé

Pourquoi faire attention

Ce secteur est, de par sa nature, exposé aux risques de corruption, à cause des nombreuses interactions quotidiennes et informelles entre l'industrie pharmaceutique et les professionnels ou services de santé. Au cours de leurs activités quotidiennes, les représentants ont de nombreuses relations avec les professionnels et les services de santé et peuvent leur fournir, dans les cas autorisés, des gadgets, des livres scientifiques, des cadeaux et autres objets gratuits qui pourraient, en cas d'abus ou si la législation locale n'est pas entièrement respectée, être considérés comme des pots-de-vin.

Principes directeurs

- **Recordati** ne doit jamais fournir de fonds financiers aux délégués médicaux et attachés pharmaceutiques sans une vérification préalable de l'objectif des initiatives (ex: évènements, symposium, congrès, formations) et sans un contrôle a posteriori de l'utilisation correcte des fonds.
- **Recordati** permet aux représentants de fournir des gadgets de valeur négligeable aux professionnels et services de santé comme actions ordinaires de courtoisie commerciale, si la valeur ou la nature des articles respecte les réglementations locales (voir pilule #9).
- **Recordati** doit contrôler les activités des délégués médicaux et attachés pharmaceutiques et leur conduite commerciale de façon à garantir la conformité avec les lois et réglementations. Il est interdit aux délégués médicaux et attachés

pharmaceutiques d'offrir aux professionnels / services de santé des cadeaux ou d'autres avantages qui ne respectent pas les lois et les réglementations locales, dans le but d'altérer l'indépendance de jugement des destinataires.

Réflexe ⚡ #4: Attention aux... Activités réglementaires pour de nouveaux produits

Pourquoi faire attention

Ce secteur est exposé à des risques potentiels de corruption parce que l'introduction de médicaments sur le marché (ex: autorisations de mise sur marché), ainsi que la distribution de substances actives (APIs: Active Pharmaceutical Ingredients), doivent être autorisées par les autorités publiques compétentes.

Principes directeurs

- **Recordati** ne doit jamais influencer l'indépendance de jugement des autorités publiques, par le biais d'offres de cadeaux ou d'avantages, dans le but d'obtenir des autorisations, certifications et/ou des licences pour ses produits.
- **Recordati** ne doit jamais consentir aux demandes de dessous de table de la part d'autorités publiques.
- **Recordati** respecte entièrement les lois et les réglementations et contrôle les activités réglementaires en rassemblant les preuves appropriées.

Réflexe ⚡ #5: Attention aux... Ventes à des administrations publiques

Pourquoi faire attention

Ce secteur est potentiellement exposé au risque de corruption parce que **Recordati** a des clients aussi bien privés que publics (ex: hôpitaux).

Les contacts avec les administrations publiques concernent principalement la négociation des prix des médicaments, les remboursements et les recouvrements de créances et la participation à des appels d'offre d'hôpitaux, conformément aux lois et réglementations locales.

Principes directeurs

- **Recordati** ne doit jamais forcer, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, le choix final de l'administration publique, dans le but de remporter un contrat commercial.
- **Recordati** ne doit jamais consentir aux demandes de pots-de-vin de la part d'autorités publiques.
- **Recordati**, en dehors des opérations commerciales habituelles, ne doit jamais appliquer de remises visant à obtenir des avantages indus.

Réflexe ⚡ #6: Attention aux... Collaborateurs externes

Pourquoi faire attention

Ce secteur est exposé à la corruption parce que les collaborateurs externes peuvent potentiellement agir de façon incorrecte ou illégale, nuisant ainsi à l'intégrité et à la réputation du groupe. Le groupe utilise des collaborateurs externes de façon habituelle (ex: consultants), qui soutiennent les activités de l'entreprise. De plus, des collaborateurs externes peuvent opérer en tant qu'intermédiaires, représente **Recordati** ou agir pour son compte vis à vis de tiers. Souvent, les lois et réglementations anticorruption ne font pas de différence entre les actions des collaborateurs externes et celles des employés directs de la société.

Principes directeurs

- **Recordati** ne doit jamais créer de relations avec des collaborateurs

externes ne partageant pas pleinement les principes de correction, d'équité, d'intégrité, de loyauté et de bonne foi du groupe.

- **Recordati** ne doit jamais commencer de nouvelles collaborations avec des intermédiaires, sans avoir effectué auparavant une vérification de leurs antécédents et expérience et sans leur avoir signé un contrat établissant les termes de la collaboration. Les contrats doivent contenir l'obligation pour l'intermédiaire de respecter, en toute circonstance, les lois anticorruption en vigueur et le Code éthique de Recordati.
- **Recordati** ne doit jamais oublier de vérifier les activités menées par les collaborateurs externes et de contrôler, le cas échéant, l'utilisation des fonds qui leur ont été alloués par le groupe. Les honoraires et commissions des consultants doivent toujours être formalisés et en phase avec le niveau du marché.

Réflexe ⚡ #7: Attention aux... Échantillons médicaux

Pourquoi faire attention

Ce secteur est potentiellement exposé à la corruption. Les échantillons de médicaments ou dispositifs médicaux gratuits sont fournis aux professionnels/services de santé, dans le seul but de les familiariser avec certains produits spécifiques. Ils peuvent cependant devenir des vecteurs de corruption lorsqu'ils sont détournés ou revendus, *au mépris des lois et réglementations locales.*

Principes directeurs

- **Recordati** ne doit jamais fournir d'échantillons médicaux ne contenant pas l'indication "échantillon gratuit, ne peut être vendu", sauf lorsque les lois et réglementations locales le permettent.
- **Recordati** ne doit jamais fournir d'échantillons médicaux dans le but de changer les décisions du destinataire concernant la prescription de ce produit spécifique.

La remise d'échantillons gratuits aux professionnels/services de santé doit être documentée.

Le nombre d'échantillons gratuits et les conditions de leur distribution doivent respecter les lois ou les codes de conduite de l'association des laboratoires pharmaceutiques.

La distribution d'échantillons gratuits doit être réalisée uniquement par les personnes autorisées par la société.

Réflexe ⚡ #8: Attention aux... Évènements

Pourquoi faire attention

Ce secteur est exposé à la corruption parce que les invitations indues ou abusives de professionnels de santé à des évènements, peut potentiellement représenter un acte de corruption d'agent ou d'intervenant public.

Recordati organise ou apporte un soutien financier à divers types de réunions (ex : symposium, rassemblements nationaux, congrès, conventions) à but scientifique et/ou informationnel.

Recordati peut, dans certaines circonstances, lorsque les lois locales le permettent, fournir des fonds financiers à des représentants dans le but d'organiser de petits évènements (réunions locales, etc.).

Principes directeurs

- **Recordati** ne doit jamais financer/organiser des évènements dans le but de pousser les participants (professionnels/services de santé) à prescrire ou à acheter des produits de la société. De plus, les repas, l'hébergement et les attractions offertes doivent rester modestes afin de ne pas altérer les capacités de décision des participants (professionnels/services de santé).
- **Recordati** ne doit jamais inviter des agents ou intervenants publics à des évènements scientifiques avec le but d'obtenir des avantages illicites et malhonnêtes.

- **Recordati** ne doit jamais financer/organiser des évènements qui ont lieu dans des sites inappropriés, inadaptés aux buts de l'initiative et contre la loi ou les codes de conduite de l'association des laboratoires pharmaceutiques, le cas échéant. La documentation de chaque évènement doit être complète et conservée pour les contrôles aussi bien internes qu'externes.

Réflexe ⚡ #9: Attention aux... Cadeaux et matériel promotionnel

Pourquoi faire attention

Ce secteur est potentiellement exposé à la corruption parce que l'offre abusive ou excessive de cadeaux et d'autres avantages gratuits (ex: gadgets, CD, livres) à des professionnels de santé pourrait être perçue comme un acte de corruption dans le but d'obtenir des avantages de toute sorte de façon malhonnête et indue.

Recordati autorise des actions de courtoisie commerciale normale, si les objets sont d'une valeur négligeable, en conformité avec les réglementations locales, et que ces actions ne compromettent pas l'intégrité et la réputation commerciale et n'influencent pas l'indépendance de jugement du destinataire.

Principes directeurs

- **Recordati** ne doit jamais donner de cadeaux ou autres services qui pourraient être considérés comme un moyen malhonnête d'obtenir des avantages ou des prescriptions.
- **Recordati** nne doit jamais donner ou accepter de cadeaux ou d'autres services qui ne sont pas en conformité avec les lois locales et les pratiques habituelles et avec les dispositions du groupe.
- **Recordati** ne doit jamais donner de cadeaux dans le but d'influencer l'indépendance de jugement du destinataire.
- **Recordati** garantit d'agir en conformité avec les réglementations de chaque pays où opère l'une de ses filiales.

Des procédures de contrôle locales doivent être mises en place pour s'assurer que les articles achetés sont conformes aux lois et de valeur modeste.

- **Recordati** gère les achats de cadeaux et de matériel promotionnel par l'intermédiaire du siège de chaque filiale.

Réflexe ⚡ #10: Attention aux... Bourses d'étude, parrainage, subventions et donations

Pourquoi faire attention

Ce secteur est potentiellement exposé à la corruption parce que les donations pourraient être perçues et utilisées à des fins malhonnêtes et illicites.

Recordati fait des donations à différentes initiatives incluant des bourses d'étude, des sponsorings et des contributions de bienfaisance.

Ces initiatives ont pour objectif de soutenir des organisations (ex: en fournissant une assistance financière aux étudiants, en organisant des évènements pour promouvoir des actions ou bien en assistant des communautés ou des personnes dans le besoin et en sponsorisant des organisations de patients).

Le contrôle des destinataires potentiels évite que ces initiatives soient utilisées pour d'autres finalités, et il est nécessaire de mener des activités de d'audit préalable afin de garantir l'utilisation correcte des donations.

Principes directeurs

- **Recordati** ne doit jamais accorder de soutien financier à des entités effectuant des paiements à des fins de corruption.
- **Recordati** ne doit jamais soutenir ou sponsoriser des initiatives avec des tiers dans le but de créer des fonds cachés.
- **Recordati** ne doit jamais faire de donations à des individus et/ou

organisations dont le but est d'obtenir des avantages illicites et indus.
 • **Recordati** ne doit jamais faire de donations à des individus et/ou organisations dont le but est d'obtenir des avantages illicites et indus.
 ne doit jamais fournir de bourses d'étude avec l'intention d'influencer les destinataires.
 Les subventions et les donations peuvent être octroyées uniquement si Recordati ne reçoit pas, et n'est pas suspecté de recevoir, une quelconque forme de contrepartie. Les demandes de subventions et de donations doivent être gérées avec précaution, en particulier dans le cas de requêtes provenant d'individus en mesure d'affecter les ventes de Recordati ou qui peuvent retirer un bénéfice personnel si la requête devait être acceptée.

Réflexe #11: Attention aux... Transactions financières sensibles

Pourquoi faire attention
 Le soutien financier public inclut les contributions et financements accordés par des organisations publiques nationales/internationales dans le but d'être utilisés à des fins spécifiques (ex: activités de R&D, formations).
 Les paiements d'incitation ou «dessous de table» sont des paiements à des agents publics afin d'accélérer l'exécution d'une tâche gouvernementale de routine.
 Ce type de transaction viole les lois et réglementations anticorruption dans la majeure partie des pays, et quand ce n'est pas le cas, il est particulièrement difficile de distinguer entre des paiements d'incitation et des paiements illicites.
 Recordati n'autorise aucun paiement d'incitation illégal.
 La caisse de dépenses courantes peut être, de par sa nature, facilement utilisée pour faire des paiements illicites et de corruption.
 L'utilisation de la caisse de dépenses courantes de **Recordati** doit être le plus possible limitée, et les dépenses courantes doivent être documentées de façon adéquate.

Arrangements financiers inhabituels. Évitez les modes de paiements et les arrangements financiers inhabituels. Les paiements illégaux octroyés à des agents publics étrangers sont souvent accompagnés de modes de paiement inhabituels. Les employés doivent être particulièrement vigilants quand on leur demande, par exemple, de verser des paiements sur un compte en banque qui n'est pas situé dans le pays où les services ont été rendus ni dans le pays où le destinataire du paiement a son siège.
 Le remboursement des frais de mission fait partie des pratiques commerciales quotidiennes de **Recordati**. Cette activité est exposée aux risques de corruption parce que les employés pourraient illicitement déclarer des dépenses effectuées dans un but de corruption. Les remboursements doivent être autorisés et enregistrés, en conformité avec les règlements locaux ou les règles du groupe.

Principes directeurs
 • **Recordati** ne doit jamais utiliser des fonds provenant d'organisations publiques dans d'autres buts que ceux déclarés.
 • **Recordati** ne doit jamais octroyer de paiements d'incitation.
 • **Recordati** ne doit jamais utiliser la caisse des dépenses courantes pour rembourser des dépenses qui ne sont pas supportées par une documentation appropriée et exhaustive.
 • **Recordati** ne doit jamais oublier d'enregistrer les transactions relatives aux dépenses courantes.
 • **Recordati** ne doit jamais rembourser des dépenses qui ne sont pas correctement documentées.

Réflexe #12: Attention à... la Gestion des ressources humaines

Pourquoi faire attention
 La gestion des ressources humaines peut potentiellement devenir un moyen de corruption indirecte (ex : en corrompant

l'autre partie avec des propositions d'embauche ou d'avancement de carrière et d'augmentation de salaire).
Principes directeurs
 • **Recordati** ne doit jamais prendre de décisions concernant les ressources humaines (sélections, promotions, etc.) dans le but de faire une faveur à des agents ou intervenants publics.
 • **Recordati** ne doit jamais embaucher des individus connus pour avoir effectué des paiements dans un but de corruption.
 • **Recordati** ne doit jamais embaucher ou promouvoir des employés sur d'autres bases que celles de l'équité et de la « méritocratie », pour obtenir des avantages de la part d'autorités publiques. Afin de garantir la transparence et la conformité avec les règles et les réglementations locales, les activités de gestion de ressources humaines sont entièrement enregistrées et documentées, et toutes les informations y afférentes sont conservées par les employés concernés.

Réflexe #13: Attention aux... Contributions politiques

Pourquoi faire attention
 Ce secteur est exposé à la corruption parce que les contributions politiques peuvent être utilisées comme un moyen d'obtenir des avantages indus et/ou malhonnêtes.
Principes directeurs
 • **Recordati** ne verse pas de contributions directes ou indirectes aux partis politiques, ni en Italie ni à l'étranger, ni à leurs élus ou à leurs candidats.
 Bien que le groupe s'interdise de financer des partis politiques, il permet à ses employés de s'engager dans des activités politiques, de façon individuelle et privée, sans utiliser de ressources provenant de **Recordati**.

5.
Des doutes?
À chaque fois que vous êtes sur le point d'agir,
soyez judicieux...

5.

AYEZ LES BONS REFLEXES
POUR UNE CONDUITE INTEGRE
DES ACTIVITES!

En cas de doute, ou pour signaler des transgressions avérées ou suspectées, demandez conseil à votre responsable ou contactez le
DEPT. D'AUDIT INTERNE
DU GROUPE RECORDATI
(désignés “les responsables délégués”)
 par email:
Ethics-advice@recordati.com
 ou par courrier:
Recordati S.p.A.
Corporate Internal Audit Department
Via Matteo Civitali, 1
20148 Milan (Italie)

6. Annexes

6.1 Qu'est-ce-que ça signifie?

• RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT:

ce secteur inclut toutes les activités opérationnelles, les relations avec les autorités publiques et les autorisations relatives à l'exécution d'études préliminaires, d'essais cliniques et d'études observationnelles (appelés également études non interventionnelles), ainsi que la gestion du matériel pour les expérimentations de façon à créer de nouveaux médicaments et/ou technologies.

• PRODUCTION:

ce secteur inclut toutes les activités opérationnelles, les relations avec les autorités publiques et les autorisations relatives à l'exécution des processus de production des médicaments.

• INTERACTION ENTRE LES REPRESENTANTS ET LES PROFESSIONNELS/SERVICES DE SANTÉ:

ce secteur inclut toutes les activités opérationnelles, les relations et les autorisations qui y sont relatives, gérées par les représentants avec les professionnels / services de santé, tels que l'organisation d'événements, la promotion de médicaments, etc.

• ACTIVITÉS DE RÉGULATION POUR DE NOUVEAUX PRODUITS:

ce secteur inclut toutes les activités opérationnelles, les

relations avec les autorités publiques et les autorisations pour: 1) l'introduction de médicaments sur le marché (autorisations d'AMM, achat d'espaces publicitaires, etc.) et la distribution de principes actifs et 2) la négociation des prix des médicaments et des dispositifs médicaux et des taux de remboursement.

• TRANSACTIONS COMMERCIALES AVEC DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES:

ce secteur inclut les transactions génératrices de coûts / revenus établies avec des administrations publiques en tant que fournisseurs, sous-traitants ou clients, et menées dans le but d'exécuter une mission.

• COLLABORATEURS EXTERNES:

ce secteur inclut les activités liées aux personnes collaborant avec le groupe Recordati, qui peuvent agir en tant qu'intermédiaires entre Recordati et des tiers (tels que des professionnels de santé). Dans le cadre du présent document, les professionnels suivants sont considérés comme des « collaborateurs externes » : agents commerciaux, consultants ou cabinets-conseils, distributeurs, revendeurs. Les entités suivantes, au contraire, ne sont pas considérées comme des « collaborateurs externes » : fournisseurs, sous-traitants, filiales, franchisés, coentreprises partenaires.

• ÉCHANTILLONS MÉDICAUX :

ce secteur inclut tout médicament gratuit fournit à des professionnels/services de santé pour leur permettre de se familiariser avec les médicaments et d'expérimenter leur utilisation.

• ÉVÈNEMENTS:

ce secteur inclut les réunions locales, congrès, conventions, colloques scientifiques, symposiums et autres événements semblables (telles que les visites d'installations de recherche ou de production, les rencontres de planification, de formation ou d'investissement pour les essais cliniques ou les études observationnelles) organisés à des fins scientifiques / informationnels et où les professionnels / services de santé sont invités.

• CADEAUX ET MATÉRIEL PROMOTIONNEL:

ce secteur inclut tous les cadeaux (gadgets, CD, livres) visant à promouvoir l'image de la société ou les médicaments Recordati.

• BOURSES D'ÉTUDE:

ce secteur inclut tout soutien financier octroyé à des étudiants pour le développement de leur carrière universitaire dans le domaine scientifique.

• SPONSORING/PARRAINAGE:

ce secteur inclut tout soutien financier à des sociétés / organisations / événements publics dans le but de promouvoir l'image de la société.

• CONTRIBUTIONS DE BIENFAISANCE:

ce secteur inclut tout type de donation ou de subvention offert à des organisations (organisations de patients, organisations de professionnels de santé, organisations de bienfaisance, avec le but de soutenir des pays ou des communautés locales défavorisés) afin de soutenir leur mission.

• TRANSACTIONS FINANCIÈRES SENSIBLES:

ce secteur inclut:

- Les paiements d'incitation ou « dessous de table » versés à des agents publics pour faciliter ou accélérer légalement l'exécution d'une tâche gouvernementale à laquelle la société a droit (délivrance de documents officiels, tels que des visas)
- Soutien financier public: fonds accordés par des organisations publiques nationales/internationales pour une finalité spécifique (ex .activités de R&D, initiatives de formations)
- Caisse de dépenses courantes: argent liquide disponible dans les locaux de la société, pour les dépenses urgentes/ d'un faible montant
- Remboursement des frais de mission: remboursement des dépenses faites par le personnel de Recordati dans le cadre de son activité professionnelle.

• GESTION DES RESSOURCES HUMAINES:

ce secteur inclut les activités visant à embaucher et à gérer le personnel de Recordati (évaluation des résultats, politiques de rémunération, etc.), y compris les travailleurs temporaires, les stagiaires, les agents commerciaux.

• CONTRIBUTIONS POLITIQUES:

ce secteur inclut les contributions directes ou indirectes, de toutes formes, à des partis politiques, à des mouvements politiques, à des comités politiques ou à des organisations politiques (y compris les représentants et candidats des entités mentionnées ci-dessus).

Recordati S.p.A.
Via Matteo Civitali, 1
20148 Milan (Italie)

RECORDATI